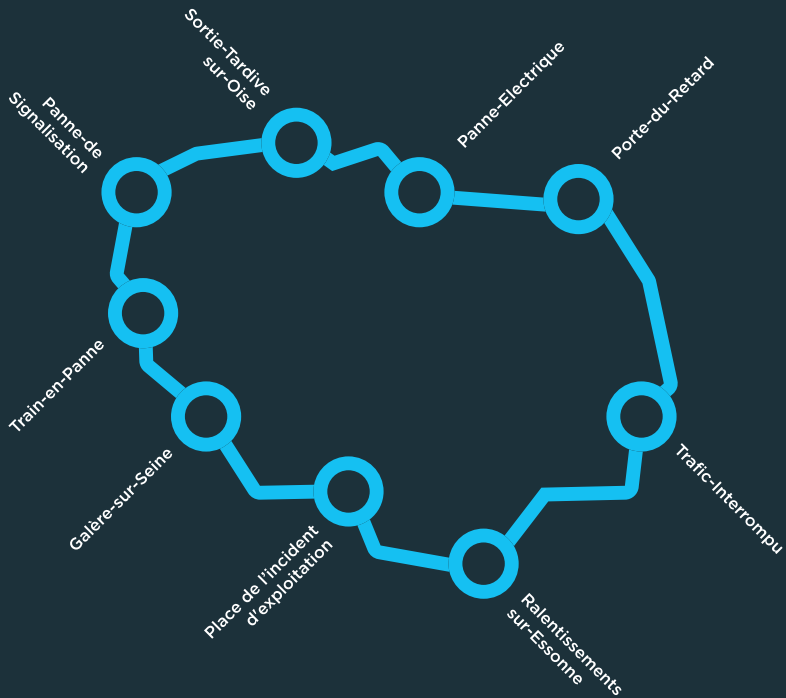


Décembre 2018

Le livre noir des transports en Île-de-France



IDF immobilités

L'observatoire des transports
en Île-de-France

Sortie-Tardive
sur-Oise

Panne-Electrique

Porte-

**Le livre noir
des transports
en Île-de-France**

Place de l'incident
d'exploitation

Ralentissements
sur-Essonne

Valérie Pécresse laisse les Franciliennes et les Franciliens galérer dans les transports

Chaque jour, ce sont des dizaines d'incidents techniques qui provoquent des retards de quelques minutes, ou de plusieurs heures. Alors que l'exécutif régional dit vouloir investir massivement pour moderniser et agrandir le réseau de transports en commun, accompagner le développement des déplacements doux et réduire les bouchons, aucune proposition concrète n'est présentée par Valérie Pécresse. Pendant ce temps, les Franciliennes et les Franciliens sont à bout de souffle.

La galère des transports était un slogan de campagne de Valérie Pécresse, c'est aujourd'hui une réalité quotidienne.

L'été dernier a plongé l'Île-de-France dans un état d'exaspération, après déjà plusieurs mois de dysfonctionnements dans les transports en commun. Le 31 juillet sur la ligne 1 du métro, plus de 3000 passagers sont restés coincés pendant des heures en pleine canicule. Le 29 août, c'est sur la ligne 14 qu'un autre incident d'ampleur est survenu, conduisant là aussi des centaines de passagers à être évacués par le tunnel du métro vers la station la plus proche. Mercredi 14 septembre, ce sont 1 400 personnes qui ont été bloquées trois heures durant, sur le RER A. Au palmarès des perturbations s'ajoute celui des reports de travaux.

Chaque matin, les Franciliennes et les Franciliens ressentent de grandes difficultés quand ils essaient de se rendre au travail. Chaque soir, ils vivent l'enfer quand ils tentent de rentrer chez eux.

Le groupe *Ensemble, l'Île-de-France* a pris acte du désintérêt de Valérie Pécresse pour les transports, alors qu'elle a les moyens d'agir. Il a donc lancé son observatoire des transports en Île-de-France. Faisant un travail de compilation des données au jour le jour depuis la rentrée de septembre 2018, l'observatoire a fait émerger des tendances lourdes : les transports en commun en Île-de-France n'ont jamais été aussi défaillants et la Région n'a jamais été aussi désengagée pour trouver des solutions.

La galère des transports

 RER B

Le 12 juin les usagers du RER B ont été inquiétés par un glissement de terrain à l'origine d'un incident, tandis que les Yvelines et l'Essonne sont en vigilance orange pour pluie et inondation.

 M 13

Le **1^{er} Juillet**, les équipes de la RATP ont travaillé toute la nuit pour tenter de rétablir le trafic interrompu sur la ligne 13 du métro parisien, entre Châtillon Montrouge et Porte de Vanves, pourtant encore perturbé dans la matinée.

 RER A

Le **5 juillet**, le RER A est sorti des rails d'une voie de garage à Torcy, créant une interruption du trafic.

 RER B  D  H

Le **10 juillet**, une panne électrique a fortement perturbé le trafic sur les RER B et D, et la ligne H du Transilien, au départ et à l'arrivée de la Gare du Nord.

 RER 

Le **25 juillet**, le trafic SNCF était fortement perturbé. Après l'incendie d'un transformateur électrique, près de 100 000 passagers ont vécu une journée de pagaille en gare Montparnasse, gare de l'Est et gare du Nord.

 M 1

Le **31 juillet**, un problème technique entre Bastille et Saint-Paul a conduit la RATP à évacuer huit trains sous tunnel. Une reprise du trafic sur la ligne 1 était toujours incertaine à 23h30.

Seulement 9 stations de métro sur près de 300 sont accessibles aux personnes en situation de handicap

Avec à peine 3% de stations de métro accessibles, concentrées sur la Ligne 14, la majorité des personnes en fauteuil roulant ou qui éprouvent des difficultés à se déplacer ne peuvent exercer leur droit à la mobilité. Avec la perspective de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024 et l'opportunité d'innovation qui s'offre aux organisateurs, l'accessibilité des transports en commun et notamment du métro devrait être une priorité. Ascenseurs, signalétique dans les couloirs, espaces d'attente sécurisés... sont autant d'aménagements qui devront être pensés. Pourtant, Valérie Pécresse, qui n'a de cesse de renvoyer la faute sur les opérateurs de transports, n'a toujours pas été capable de proposer un plan d'accessibilité du métro à destination des personnes à mobilité réduite, malgré nos demandes répétées et nos propositions d'amendements. À la lecture du budget prévisionnel pour 2019, on apprend d'ailleurs qu'aucun investissement en faveur des personnes handicapées pour l'accès aux transports en commun n'est prévu, ni aucune revalorisation des transports spécialisés pour les handicapés. Enfin, sur la prévision d'affectation au 31 décembre, il reste encore 2 millions d'euros non dépensés (soit près de 30% de l'enveloppe). Le groupe *Ensemble, l'Île-de-France* a déposé un vœu demandant au plus vite un plan d'action en faveur de l'accessibilité des transports en commun qui s'est vu refusé par la majorité régionale, mais compte d'ores et déjà maintenir la pression sur l'exécutif pour la séance budgétaire fin décembre 2018.

La galère des transports



En **août**, tous les soirs, le T5 était pris d'assaut par les usagers habituels du RER D, fermé à partir de 21h30 en raison de travaux. En Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise c'est la galère pour les franciliens.



Le **19 août**, un incident électrique sur l'une des voies de la gare Montparnasse a occasionné une interruption totale du trafic. Il a fallu beaucoup de patience aux franciliens, en plein chassé-croisé des départs des vacanciers.



Le **29 août** à 19 heures, une panne électrique dans le métro a conduit la RATP à évacuer plusieurs rames de la ligne 14. Plusieurs centaines de personnes sont restées bloquées dans les tunnels avant d'être évacuées.



Le **1^{er} septembre**, un départ de feu entre les stations Belleville et Pyrénées a perturbé le trafic sur la ligne 11. Durant trois heures, aucun métro n'a circulé entre Arts et Métiers et Porte des Lilas.



Le **8 septembre**, le trafic sur le RER D était perturbé entre Villeneuve Saint-Georges et Goussainville en raison d'une panne de train à Maisons Alfort.



Le **13 septembre**, les passagers du RER A ont été victimes d'un problème de signalisation entre les gares Étoile et La Défense : leurs trains restaient bloqués avant l'entrée en gare de La Défense.

Mobilité des seniors : Valérie Pécresse refuse de tendre la main aux retraités

En campagne, Valérie Pécresse avait fait la promesse de mettre en place « un tarif réduit unique pour les retraités ». Favorable à cet engagement, le groupe *Ensemble, l'Île-de-France* a proposé à la Présidente de Région de tendre la main aux séniors et de travailler sur ce sujet mais n'a étonnement pas eu d'accord jusqu'à aujourd'hui. Pourtant, d'un département à l'autre, la prise en charge du forfait Améthyste peut fortement varier pour les personnes éligibles au dispositif, créant de fait d'importantes disparités. Pour les zones les plus étendues dans le Val d'Oise, il en coûtera 309 Euros, 120 Euros en Essonne, quand le forfait s'avère gratuit dans les Yvelines. La Présidente d'Île-de-France Mobilité, garante de l'égalité de traitement entre les franciliens, notamment les plus modestes et les séniors devrait être en mesure d'étudier la possibilité d'harmoniser la prise en charge des forfaits Améthyste, afin que leurs transports puissent être amortis par un système de péréquation. A l'image de la Ville de Paris qui a annoncé étendre la gratuité du forfait Améthyste aux parisiens, la capacité de déplacement des plus fragiles devrait être une priorité dans toute l'Île-de-France afin de diminuer au maximum leur participation financière. À ce jour, la Présidente refuse toujours le dialogue.

La galère des transports



Le **14 septembre**, le trafic sur la ligne P a été interrompu entre la gare de Paris Est, Meaux et Château Thierry jusqu'au soir (19h) en raison d'un dégagement de fumée sur un train de marchandises.



Le **16 septembre**, le trafic a été interrompu près d'une heure sur la ligne 14 entre Saint-Lazare et Gare de Lyon en raison d'une fin tardive de chantier.



Le **18 septembre**, le trafic a été interrompu, toujours sur la ligne P entre la gare de l'Est et Provin jusqu'à 18h20 en raison du dysfonctionnement d'un passage à niveau à Mormant.



Le **21 septembre**, le trafic a été interrompu sur le RER C entre Saint-Quentin-en-Yvelines et Versailles Chantiers jusqu'à 18 heures en raison d'un incident sur la voie.



Le **24 septembre**, le trafic sur le RER D a été interrompu entre la gare de Lyon et Creil et entre Paris Nord et Châtelet avec seulement 1 train sur 2 en circulation sur le reste de la ligne.



Le **26 septembre**, les franciliens qui empruntaient la ligne 6 sont restés coincés en raison du stationnement de la rame Place d'Italie en direction de Nation, à cause d'une panne de signalisation.



Le **28 septembre**, les trains de la ligne R ont été différés de 25 minutes, entraînant des perturbations en gare de Lyon.

Les mobilités douces représentent 0,2% du budget régional consacré aux transports en commun

L'investissement en faveur des circulations douces et de la qualité de l'air n'est pas le choc promis par Valérie Pécresse : dans son budget prévisionnel pour 2019, la Présidente de Région propose seulement de mobiliser 0,2 % du budget consacré aux transports, en faveur des mobilités douces. Les Franciliennes et les Franciliens qui veulent laisser la voiture au garage au profit du vélo attendront. Pourquoi si peu d'investissement en faveur de l'écomobilité ? Peut-être parce que Valérie Pécresse a déjà eu beaucoup de mal à soutenir les alternatives non polluantes en 2018 ! Cette année, le soutien à l'éco-mobilité se résume à... une subvention à un plan de déplacement inter-entreprises (situé dans le Val d'Oise) et au financement d'un forum sur la mobilité en entreprises à hauteur de 15 000 €. Arc-boutée sur ses positions et refusant la proposition du groupe *Ensemble, l'Île-de-France* d'un plan en faveur des mobilités douces, Valérie Pécresse restreint le champ de compétence régional au secteur privé et se contente de saupoudrer deux subventions. Il s'agit là d'une erreur et d'un manque de compréhension des attentes des franciliens, alors que l'usage du vélo en Île-de-France a triplé ces dix dernières années.

« Nous demandons le gel des tarifs du Pass Navigo »

« Le Pass unique à 70 euros sera maintenu sans hausse d'impôts » : Voici précisément les mots inscrits sur le programme de campagne aux élections régionales de Valérie Pécresse. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la Présidente de la région Île-de-France a menti aux franciliennes et aux franciliens. Ferme et opposé à une nouvelle hausse, le groupe Ensemble, l'Île-de-France demande solennellement le gel des tarifs du Pass Navigo.

Depuis deux ans, nous assistons à une envolée des tarifs du Pass Navigo alors que la qualité de service s'effondre sur la moitié des lignes de métro et des transiliens et sur l'intégralité des lignes de RER. De 70 Euros, le coût est passé à 73 € par mois l'été 2016, puis à 75,20 € depuis le 1er août 2017.

Il s'agit d'une coupe sans précédent dans le budget des usagers du service public.

Pour assurer la supercherie, Valérie Pécresse a mis en place un mode opératoire bien à elle : sans rien faire figurer en avance à l'ordre du jour des réunions d'Île-de-France Mobilités (IDFM, ex-STIF), le syndicat en charge des transports dont elle est présidente et qui administre les transports dans notre Région, Valérie Pécresse avance masquée. C'est donc à chaque fois dans la discrétion la plus totale que l'augmentation du Pass Navigo est ajoutée à la dernière minute à l'ordre

du jour et que les franciliennes et les franciliens découvrent dans le journal qu'ils vont payer encore plus cher pour se rendre au travail chaque matin.

Pourquoi à chaque fois cette précipitation ? L'objectif de Valérie Pécresse pour nous est clair : empêcher tout débat de fond sur la gestion contestable des comptes de la Région Île-de-France en matière de transports.

Lors des discussions budgétaires d'Île-de-France Mobilités de 2017, nous avions déjà pointé à plusieurs reprises le manque de transparence sur la transmission des chiffres concernant les recettes d'IDFM. Nos soupçons étaient fondés. Cette année, la lecture du compte financier 2017 prouve la volonté de l'exécutif de masquer les suppléments de recettes lors du budget prévisionnel, tout en présentant une vision alarmiste du côté des dépenses.

Ainsi, constate une hausse de 8% du versement transport par rapport à 2016 (soit 331 millions d'euros en plus), ce qui génère 24 millions d'euros de recettes supplémentaires par rapport à l'estimation. S'y ajoutent 100 millions d'euros de TICPE et 65 millions d'euros de recettes exceptionnelles. Avec Valérie Péresse, la politique d'investissement a aussi du plomb dans l'aile au regard des dépenses effectuées en 2017 pour les bus et les tramways. Seuls 105 millions d'euros ont été dépensés sur les 590 millions qui étaient prévus : la contradiction entre les annonces d'investissements massifs et la réalité ne peut plus passer inaperçue et la vérité ne résiste pas aux faits.

IDFM, le syndicat des transports de Valérie Péresse n'aura jamais autant engrangé de recettes à la fois pérennes et exceptionnelles, au détriment des franciliens et des franciliens à qui on en demande toujours plus.

Or, contrairement aux allégations alarmistes de la Présidente, l'exercice budgétaire de l'année passée prouve que les dépenses d'investissement ont été surestimées par rapport au budget primitif alors qu'à l'inverse les recettes de fonctionnement ont été largement sous-évaluées. Par ce tour de passe-passe comptable, Valérie Péresse prouve une nouvelle fois qu'investir pour le bien être des franciliens dans les transports n'est pas sa priorité.

Baisse de la ponctualité sur la majorité des lignes et multiplication des incidents de service, records en matière de bouchons et de pollution atmosphérique... la révolution des transports annoncée avec fracas par Valérie Péresse est pire que mal engagée : elle n'existe pas.

Nous tenons à rappeler à Valérie Péresse ses engagements et la responsabilité qui est la sienne en tant que Présidente de Région : elle est tenue de garantir que la tarification n'augmentera plus, afin que les transports en commun restent toujours plus attractifs que la voiture. C'est la raison pour laquelle nous demandons solennellement que le gel des tarifs soit mis en place au plus vite, afin de discuter sereinement des pistes de discussion et d'amélioration des transports en commun qui excluraient toute facture encore plus salée, pour les usagers.



Dominique BARJOU

- Conseillère régionale
- Administratrice d'IDF Mobilités



Isabelle BERESSI

- Conseillère régionale
- Administratrice d'IDF Mobilités

La galère des transports



Le **30 septembre**, le trafic a été fortement ralenti sur l'ensemble de la ligne H en raison d'un arbre sur la voie à Épinay Villetaneuse.



Le **1^{er} octobre**, en raison des répercussions d'une panne de signalisation, le trafic est perturbé sur l'ensemble de la ligne 4.



Le **3 octobre**, le trafic était interrompu entre Parc des Expositions et l'aéroport Charles de Gaulle dans les deux sens de circulation du RER B durant 3 heures.



Le **5 octobre**, les trains de la ligne P sur l'axe Provins/Paris Est et La Ferté Milon/Meaux/Paris Est ont tout bonnement été supprimés en raison de travaux de maintenance.



Le **8 octobre**, entre Saint-Germain-en-Laye et Noisy le roi, seulement 1 train sur 2 était en mesure de circuler entre l'ouverture et 14 heures sur la ligne L.



Le **10 octobre**, les franciliens sont restés coincés dans le T1 en raison d'un incident (« anomalie de traction de la rame ») à l'Hôtel de ville de La Courneuve.



Le **12 octobre**, en raison d'une « avarie au matériel », un train du RER B est resté stationné à St Michel et à destination de St Rémy, provoquant l'évacuation des voyageurs.

100 % des femmes ont été harcelées dans les transports en commun

Lors de la séance du Conseil régional d'octobre 2016, Valérie Pécresse s'était engagée à « étudier avec les opérateurs de transports et la préfecture de police de Paris toute mesure permettant de lutter contre les violences faites aux femmes et notamment la formation et la sensibilisation des personnels de sécurité à cette question, la possibilité de cartographier les zones à risques et les mesures pouvant les sécuriser, la possibilité de mise en place de l'arrêt à la demande sur des lignes de bus la nuit ». Cet engagement était complémentaire à l'extension du numéro d'alerte 3117 prévue par cette délibération. Six mois après, malgré de nombreuses relances, cet engagement restait encore lettre morte. Il aura fallu attendre mars 2018 pour voir le lancement... d'une expérimentation sur seulement 11 lignes de bus (7 en Seine-et-Marne, 4 en Seine-Saint-Denis) pour laquelle nous n'avons toujours aucun retour. Les importants renforts humains permis durant la précédente mandature et grâce à la Loi Savary ne dispensent pas Valérie Pécresse d'agir de façon ciblée pour garantir l'accès des femmes aux transports, comme d'autres régions et sociétés de transports le font. À l'heure où la Présidente de Région préfère supprimer le Pass Contraception régional pour le remplacer par une application smartphone, les franciliens et particulièrement les franciliennes attendent plus et mieux pour la garantie de leurs droits et de leur intégrité physique.

La galère des transports

 **10**

Le **15 octobre**, le trafic a été interrompu sur la ligne 10 de Porte d'Auteuil vers Pont de Saint-Cloud entre 11h30 et 12h30.

 **A**

Le **17 octobre**, en raison d'une panne de signalisation sur le RER A, les voyageurs étaient invités à « prévoir un allongement de leur temps de parcours » entre les gares de Châtelet-les-Halles et Gare de Lyon, en direction de Marne-la-Vallée/Chessy et Boissy-Saint-Léger.

 **N**

Le **19 octobre**, sur la ligne N, le trafic était ralenti sur l'ensemble de la ligne entre 7 heures et 10 heures en raison d'un incident affectant la voie entre La Verrière et Versailles Chantiers.

 **D**

Le **23 octobre**, sur le RER D, le trafic a été ralenti de Goussainville vers la gare du Nord, du début du service jusqu'à 07h20 en raison d'un incident affectant la signalisation.

 **13**

Le **12 novembre**, la ligne 13 a été perturbée toute la matinée en raison de divers incidents.

 **N**

Le **13 novembre**, le trafic sur la ligne N a été interrompu de la gare Montparnasse vers Dreux et fortement ralenti dans l'autre sens entre 6 heures du matin et 8 heures, en raison d'un incident affectant la voie à Plaisir Grignon.

 **R**

Le **14 novembre** sur la ligne R, les trains pour Montereau - 08h28 / Héricy - 08h49 / Melun - 09h07 ont été supprimés en raison de pannes de trains.

Valérie Pécresse refuse d'aider les Franciliennes et les Franciliens pour l'achat d'un nouveau véhicule moins polluant

Alors que la lutte contre la pollution constitue un enjeu majeur pour l'Île-de-France, alors que la circulation des véhicules diesel les plus polluants va être progressivement interdite dans le cœur de l'agglomération : Valérie Pécresse a manqué le coche de la transition écologique et refusé d'accompagner les Franciliens qui n'ont pas les moyens de changer de véhicule. Ainsi, le groupe *Ensemble, l'Île-de-France* a proposé en juin 2018 deux leviers pour accompagner les franciliens dans la transition : tout d'abord, le doublement de 2 à 4 millions d'euros de l'enveloppe budgétaire consacrée à la conversion des véhicules utilitaires pour les artisans et les PME, mais aussi la création d'une aide directe aux particuliers pour remplacer leur véhicule le plus polluant. Hélas, ces dispositifs, pourtant financés par un reliquat 22 millions d'euros dans les caisses de la Région, ont été refusés sans ménagement. Ce fonds exceptionnel d'aide à la conversion des voitures diesel aurait pu être mise en place rapidement, il appartenait simplement à l'Exécutif régional d'en préciser les modalités d'accès pour les particuliers dans le cadre de son plan « changeons d'air » qui peine toujours à décoller. En faisant cela, Valérie Pécresse refuse délibérément d'accompagner les franciliens dans leur mise en conformité avec la vignette Crit'Air et campe sur des positions d'un autre temps.

M 8

Le **15 novembre**, une rame de la ligne 8 était bloquée en raison d'une panne entre Maisons-Alfort-Les Juilliottes et Pointe du Lac.

RER **A**

Le **16 novembre** à 7 heures du matin, le trafic était perturbé de Achères-Ville vers Boissy-Saint-Léger sur le RER A à cause d'une panne électrique.

RER **C**

Le **17 novembre** au matin, le trafic du RER C était ralenti sur l'axe Pont de Rungis / Pontoise en raison d'une gêne de circulation, avec un train de marchandises à Gennevilliers.

R **H**

Le **20 novembre** à 7h20, le trafic de la ligne H était ralenti sur l'ensemble de la ligne au motif d'un « manque d'adhérence aux rails ».

M 2

Le **21 novembre** sur la ligne 2 du métro, le trafic était interrompu entre Nation et Barbès Rochechouart la matinée jusqu'à 11h15.

RER **C**

Le **22 novembre** au matin, le trafic était interrompu sur le RER C entre Avenue Henri Martin et Pontoise.

R **L**

Le **1^{er} décembre**, en raison d'une panne d'un train de la ligne L à Archères, le trafic était ralenti entre la gare Saint-Lazare et Cergy le Haut.

RER **B**

Le **1^{er} décembre**, suite à un incident affectant la voie au Bourget, le trafic est perturbé sur l'ensemble de la ligne du RER B.

Avec Valérie Pécresse, les étrangers qui bénéficient de réductions sur les transports... ont payé plein pot pendant près de deux ans.

Depuis la précédente mandature, les étrangers bénéficiaires de l'Aide Médicale d'État bénéficiaient d'une prise en charge de 75% sur leur titre de transport. À son élection, Valérie Pécresse a tout simplement décidé d'abroger ce dispositif. Heureusement, le 25 janvier 2018, le Tribunal administratif de Paris a annulé sa décision. Au mépris de la loi, Valérie Pécresse a pourtant maintenu sa position disant « prendre acte » de cette décision sans vouloir la respecter. Le groupe *Ensemble, l'Île-de-France*, fermement opposé à ce choix politique irresponsable et injuste, a déposé un amendement visant à réintégrer les personnes titulaires de l'AME dans le cadre du financement des déplacements des personnes les plus fragiles pour l'année 2018. La pression de l'opposition était telle que Valérie Pécresse a été obligée de céder et de rétablir partiellement la réduction (50%). Il faudra maintenant attendre septembre 2019 pour que la réduction tarifaire soit de nouveau pleinement accessible à ces personnes, souvent en situation très précaire. Nous avons donc proposé que le Conseil d'Administration d'Île-de-France Mobilités fixe un calendrier plus rapide, afin que la tarification solidarité transport soit effective intégralement (tickets et forfaits Navigo) au plus tard le 31 décembre 2018 et que le seuil soit porté à 75%. Figée dans la posture d'une droite identitaire qui la caractérise, la Présidente a refusé froidement notre proposition.

Transport de marchandises : les franciliens devront encore supporter les camions

Si Valérie Pécresse présente dans ses discours le transport de marchandises comme un outil pour améliorer la qualité de vie des franciliens, le sujet est rapidement dévié vers une logique de performance économique de certains acteurs, notamment routiers et il est finalement assez peu question des habitants d'Île-de-France. Ainsi, la stratégie sur le fret et la logistique présentée par sa majorité en mars dernier a fait l'impasse sur de nombreux points clés. Refusant les propositions du groupe *Ensemble, l'Île-de-France* d'associer le CESER pour une réflexion sur le transport combiné mais aussi d'aborder le Grand Paris Express et de ses nouvelles gares, la majorité a foncé tête baissée sans travailler sur le fonds. D'ailleurs, cette absence de réflexion et de cohérence se lit au travers de son budget prévisionnel pour 2019 : la Région divise par 5 la ligne budgétaire consacrée aux liaisons multimodales (ports), supprime la ligne du transport fluvial et ajoute seulement 500 000 € en faveur du ferroviaire, là où il aurait fallu un investissement massif dans ce secteur particulièrement en difficulté.

Panne-de
Signalisation

Train-en-Panne

Galèr

Sortie-Tardive
sur-Oise

Panne-Electrique

Le livre noir des transports en Île-de-France

re-sur-Seine

Place de l'incident
d'exploitation

Ralentissements
sur-Essonne



ensemble-idf.fr

  @EnsembleIDF